



10 RUE DU HIL  
35230 NOYAL CHATILLON SUR SEICHE

**MARCHE DE PRESTATION DE GESTION DES DISPOSITIFS D'EPARGNE ENTREPRISE  
ET D'EPARGNE RETRAITE COLLECTIVES (PEE-PERECO) POUR LE PERSONNEL  
D'ILLEVIA**

***N° DE MARCHE***

2	0	2	5	-	0	0	1
---	---	---	---	---	---	---	---

**REGLEMENT DE CONSULTATION**

**Date limite de réception des candidatures et des offres :  
08 septembre 2025 à 16h00**

Article 1 : Objet et étendue de la consultation.....	1
1.1 - Entité Adjudicatrice :.....	1
1.2 - Objet de la consultation :.....	1
Article 2 : Caractéristiques du marché .....	1
2.1 - Nomenclature CPV :.....	1
2.2 - Cahier des clauses administratives générales applicables :.....	1
2.3 - Identification de la consultation : .....	1
Article 3 : Type et forme de marché .....	1
Article 4 : Caractéristiques de consultation .....	2
4.1 - Absence d'allotissement : .....	2
4.2 - Renseignements et documents complémentaires : .....	2
4.3 - Valeur estimative du marché : .....	2
4.4 - Variantes :.....	2
4.5 - Délai de validité des offres : .....	2
4.6 - Durée du marché :.....	3
Article 5 : le dossier de consultation des entreprises (DCE) .....	3
5.1 - Retrait du dossier :.....	3
5.2 - Identification des candidats sur le profil acheteur d'illevia : .....	3
5.3 - Questions des candidats sur la phase de remise des offres : .....	3
Article 6 : contenu du dossier de consultation (DCE) .....	4
Article 7 : Modification de détail au DCE.....	4
Article 8 : Contenu du pli à remettre par les candidats par voie électronique .....	5
Article 9 : Eléments exigés au titre de la candidature .....	5
9.1 - Pièces de la candidature ( <i>article</i> R2144-3 du Code de la Commande Publique).....	5
9.2 - Pièces de l'offre .....	6
9.3 - Rédaction des réponses au mémoire technique : .....	7
Article 10 : Conditions d'envoi et de remise de plis.....	8
10.1- Conditions de remise des candidatures et des offres.....	8
10.2- Possibilité de régulariser une offre dite irrégulière : .....	9
10.3- Négociation éventuelle .....	9
Article 11 : analyse des candidatures et critères de jugement des offres .....	10
11.1- Sélection des candidatures .....	10
11.2- Recevabilité des offres .....	10
11.3 Elimination des offres hors délai : .....	10
11.4 L'offre anormalement basse :.....	11
11.5- Critère de jugement des offres .....	11
Article 12 : Modalités d'attribution du marché .....	12
Article 13 : Traitement des données à caractère personnel .....	12
Article 14 : Confidentialité .....	12
Article 15 : Juridiction compétente :.....	13

## Article 1 : Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Entité Adjudicatrice :

Cette consultation est menée par :

Régie Régionale des Transports, illevia - 10 rue du Hil 35230 Noyal Chatillon sur Seiche

### 1.2 - Objet de la consultation :

Le marché porte sur la mise en place et la gestion d'un plan d'épargne entreprise (PEE) et d'un plan d'épargne retraite d'entreprise collectif (PERECO) à adhésion facultative pour les salariés d'illevia.

Conçu pour compléter les régimes de retraite obligatoire, il a pour objet de permettre aux salariés de se constituer une épargne en vue de leur retraite, dispositif d'épargne salariale à long terme.

## Article 2 : Caractéristiques du marché

### 2.1 - Nomenclature CPV :

Le code CPV principal est le 66100000 Services bancaires et d'investissement.

Le code CPV complémentaire est le 66140000 Services de gestion de portefeuilles.

### 2.2 - Cahier des clauses administratives générales applicables :

Le CCAG applicable est le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services dans sa dernière mise à jour du 1er janvier 2023, librement consultable via le lien ci-après :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

### 2.3 - Identification de la consultation :

Le numéro d'identification attribué par illevia à la consultation est le suivant :

Numéro de la consultation : **2025-001**

## Article 3 : Type et forme de marché

Il est recouru à une procédure d'appel d'offres ouvert, soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Les conditions de la prestation étant clairement définies pour une durée déterminée sans besoin de flexibilité ou de plusieurs commandes, le contrat passé est un contrat de prestation de services.

## **Article 4 : Caractéristiques de consultation**

### **4.1 - Absence d'allotissement :**

L'objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, et conformément aux dispositions de l'article L2113-10 du code de la commande publique, **il n'est pas recouru à l'allotissement.**

### **4.2 - Renseignements et documents complémentaires :**

Pour vérifier que les candidats satisfont aux conditions de participation à la procédure, l'acheteur exige les renseignements et documents complémentaires suivants (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics) :

- **Preuve d'une assurance des risques professionnels en cours de validité** au moment de la prise d'effet du contrat.
- **Une liste de contrats similaires exécutés au cours des cinq dernières années**, assortie d'attestations de bonne exécution.
- **Les certificats et agréments** nécessaires délivrés par les **autorités compétentes.**

### **4.3 - Valeur estimative du marché :**

La valeur estimée du marché (durée totale de 4 années) est de **400.000 euros HT** ; le montant maximum du marché est fixé à **800.000 euros HT**, il n'y a pas de montant minimum.

### **4.4 - Variantes :**

Aucune variante n'est autorisée, ni exigée.

### **4.5 - Délai de validité des offres :**

**Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des plis** fixée sur la page de garde du présent règlement de consultation, ceci incorporant à la charge des sociétés attributaires d'accepter une éventuelle nouvelle matérialisation de leur offre en fin de procédure.

En répondant à la consultation, le candidat s'engage à maintenir son offre pendant ce délai.

Dans le cas où il ne serait pas donné suite à la présente consultation, le candidat ne peut prétendre à aucune indemnité.

#### **4.6 - Durée du marché :**

Le marché est conclu pour une durée ferme de **2 ans à compter du 1<sup>er</sup> Decembre 2025. Il est reconductible tacitement 2 fois pour une durée de 12 mois maximum.**

L'entité adjudicatrice devra se prononcer par écrit avec un préavis de 2 mois en cas de non reconduction de l'accord-cadre.

### **Article 5 : le dossier de consultation des entreprises (DCE)**

#### **5.1 - Retrait du dossier :**

L'acheteur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises (DCE) est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

Les candidats devront télécharger les documents dématérialisés du dossier, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel à la concurrence le cas échéant, via le profil acheteur :

<https://www.megalis.bretagne.bzh/>

#### **5.2 - Identification des candidats sur le profil acheteur d'illevia :**

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation, en raison :

- d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique,
- de non identification de la personne lors du téléchargement,
- de non indication de la dite adresse électronique,
- de suppression de l'adresse électronique,
- de téléchargement du DCE ailleurs que sur le profil.

En cas de difficulté quant au téléchargement du dossier, le candidat est invité à se rapprocher du support technique.

#### **5.3 - Questions des candidats sur la phase de remise des offres :**

Les candidats ont la faculté de poser des questions relatives à la présente consultation.

Pour ce faire, la seule voie autorisée est le portail de dématérialisation

<https://www.megalis.bretagne.bzh/> en adressant les questions rédigées de manière claire et précise avant le vendredi 22 aout 2025 à 16h00.

Au-delà de cette date, illevia ne s'engage pas à répondre aux demandes de renseignements complémentaires en considérant qu'elles n'ont pas été transmises en temps utile.

Les réponses apportées par illevia seront envoyées, via la plate-forme des marchés publics <https://www.megalis.bretagne.bzh/> au plus tard le mercredi 27 aout 2025 à 16h00.

Aucune réponse ne sera donnée oralement.

## **Article 6 : contenu du dossier de consultation (DCE)**

Le dossier de consultation comporte les documents suivants :

- L'acte d'engagement,
- Le présent règlement de consultation,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) qui vient préciser, compléter et déroger au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et consultable sur le site Légifrance,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières,
- L'annexe 1 relative à la grille tarifaire
- L'annexe 2 relative à la grille des fonds
- Le mémoire technique

Le retrait du DCE est gracieux. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique n'est autorisée.

## **Article 7 : Modification de détail au DCE**

Illevia se réserve le droit d'apporter au plus tard **dix (10) jours calendaires avant la date limite fixée** pour la réception des plis, des modifications au dossier de consultation.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par l'entité adjudicatrice des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **Article 8 : Contenu du pli à remettre par les candidats par voie électronique**

Il est expressément demandé aux candidats de remplir intégralement les documents mis à leur disposition, conformément aux notices mises à disposition par les services de l'Administration française. **Tout manquement est susceptible d'entraîner le rejet de l'offre.**

L'ensemble des documents fournis par le candidat en réponse à la présente consultation est rédigé en langue française, dans l'ordre exact des documents relatifs. Les prix indiqués sont en euros et hors taxes.

Dans l'hypothèse où un candidat étranger produit un document émanant d'une administration de son pays d'origine, ce document doit être accompagné d'une traduction en langue française dont le candidat atteste l'exactitude.

La transmission d'informations sans rapport direct avec le contenu du pli défini au présent article doit être évitée. De même, les plaquettes commerciales et documents inutiles sont à exclure.

**Par ailleurs, il est précisé aux candidats que les documents transmis dans le cadre de cette consultation doivent :**

- être clairs, concis et précis ;
- s'en tenir à apporter des réponses aux questions posées et aux exigences formulées par illevia.

## **Article 9 : Eléments exigés au titre de la candidature**

Chaque candidat produit un **dossier complet** comprenant les pièces de la candidature telles que prévues aux articles L.2142-1 ; R.2142-3 ; R.2142- 4, R.2143-1 et suivants du Code de la Commande Publique et les pièces de l'offre.

A l'appui de leur candidature, les candidats devront produire les documents et renseignements suivants :

### **9.1 - Pièces de la candidature (*article R2144-3 du Code de la Commande Publique*)**

Pour présenter leur candidature, **les candidats doivent utiliser soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)**, disponibles gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> soit le Document Unique de Marché Européen (DUME) version électronique.

Le Service DUME est un service dématérialisé qui, à l'instar des formulaires DC1, DC2 et DC4 permet aux opérateurs économiques de prouver de manière simple et conformément au droit en vigueur qu'ils remplissent les critères de sélection et

n'entrent pas dans un cas prévu par les interdictions de soumissionner. **Ce service est, notamment, disponible via Mégalis lors de la réponse à la consultation.**

- **Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :**

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

- **Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
- Preuve d'une assurance pour les risques professionnels

- **Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :**

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat
- Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise

## **9.2 - Pièces de l'offre**

L'offre doit contenir les pièces ou documents suivants :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
  - n°1 grille tarifaire (Bordereau des Prix Unitaires) complété
  - n°2 grille des fonds complété
- Le cahier des clauses particulières (CCAP-CCTP)



- Une note technique du candidat comprenant une présentation succincte de l'entreprise et détaillant l'ensemble des points énumérés au CCAP-CCTP) daté et signé. (10 pages maximum : annexes incluses)
- Un modèle de notice d'information à destination des adhérents.
- Présentation de la solution informatique permettant aux épargnants et à l'employeur de gérer les comptes (mode SAAS)
- Les éventuelles conditions particulières, spéciales et/ou générales additionnelles.
- Le formulaire des interlocuteurs référents dûment complété, daté et signé.
- Un mémoire technique qui doit obligatoirement être rempli par les candidats.

La remise de l'acte d'engagement signé n'est plus requise au moment du dépôt de l'offre et ne sera exigée que du candidat retenu afin de formaliser le contrat conclu. Toutefois, le dépôt d'une offre engage le candidat à exécuter le contrat selon les prescriptions prévues aux pièces contractuelles dès lors que le contrat lui est notifié. L'absence de signature de l'acte d'engagement au stade de la consultation ne soustrait pas le titulaire à son obligation d'exécuter le marché ou l'accord-cadre.

Les candidats pourront être écartés en cas de non-production ou de non-conformité des ou de l'un des documents précités.

**Alerte candidat :** L'offre présentée par le candidat doit comprendre une solution informatique - espace client, en mode SAAS et maintenue à ses frais - Ce portail unique employeur/salarié doit permettre à chacun d'eux, d'administrer et gérer leurs comptes en toute autonomie.  
Cet espace pourra permettre à l'employeur d'effectuer des requêtes et exports afin de suivre l'utilisation par les salariés des différents dispositifs.  
**Il est demandé aux candidats de s'engager sur ces possibilités d'export dans leur offre technique.**

### 9.3 - Rédaction des réponses au mémoire technique :

De manière générale, les candidats répondent à toutes les spécificités administratives et techniques imposées par l'entité Adjudicatrice en précisant les moyens techniques, humains et organisationnels mis en place pour les respecter.

## Article 10 : Conditions d'envoi et de remise de plis

**Les candidats sont incités à anticiper les remises de pli afin de ne pas rencontrer d'empêchement technique de dernière minute.**

### 10.1- Conditions de remise des candidatures et des offres

La date limite de réception des candidatures et des offres est fixée pour le **08 septembre 2025 à 16h00**.

Les dossiers qui seraient remis après les dates et heures limites fixées pour la présente consultation ne seront pas retenus.

Les candidatures et les offres doivent obligatoirement être transmises par voie électronique sous peine d'être rejetées.

La transmission des candidatures et des offres est réalisée uniquement par voie électronique via la plate-forme de dématérialisation accessible à l'adresse suivante : <https://www.megalis.bretagne.bzh/>

Les conditions et modalités techniques de remise des offres par voie électronique sont précisées sur la plate-forme de dématérialisation.

La remise sous forme papier de l'offre n'est pas autorisée.

La transmission des documents sur un support physique électronique (clé USB, ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Dans l'hypothèse où le candidat souhaite signer électroniquement son offre dès son dépôt et a minima en ce qui concerne l'attributaire :

- Le certificat de signature doit être conforme au RGS (Référentiel Général de Sécurité) ou présenter des conditions de sécurité équivalentes au RGS ou supérieures.
- Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats devront apporter :

- À l'appui de leur candidature, l'intégralité des pièces administratives mentionnées à l'article 9.1
- À l'appui de leur offre, l'intégralité des pièces mentionnées à l'article 9.2.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

En cas de détection d'un programme informatique malveillant, le document fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

### **10.2- Possibilité de régulariser une offre dite irrégulière :**

Conformément aux dispositions des articles R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique, **les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées sont éliminées.**

Toutefois, l'entité adjudicatrice peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres. En tout état de cause, **la régularisation des offres incomplètes ou irrégulières ne sera pas mise en œuvre si elle a une incidence sur le principe d'égalité des traitements.**

### **10.3- Négociation éventuelle**

Après analyse des offres, une négociation pourra être effectuée dans les conditions prévues par le Code de la commande publique. Les négociations seront engagées avec les candidats dont l'offre ne sera pas qualifiée d'inappropriée.

Les négociations ne pourront ni porter sur l'objet du marché, ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché.

Dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats et de transparence de la procédure, les négociations avec les candidats pourront porter sur l'ensemble de l'offre et notamment le contenu des prestations et l'adaptation du prix aux prestations souhaitées.

L'acheteur public procèdera à une 1ère analyse qui donnera lieu à un classement (classement avant négociation). Pour permettre ce classement initial des offres, l'entité adjudicatrice se réserve le droit de faire préciser et/ou compléter les offres.

Seules les trois entreprises les mieux classées, c'est-à-dire celles dont les offres sont économiquement les plus avantageuses au regard des critères de sélection des offres, seront admises en négociation.

Les candidats répondront aux demandes par voie électronique. Les négociations pourront se dérouler éventuellement en visioconférence.

A défaut de participation du candidat à la négociation ou de remise hors délai de l'offre après négociation, seule sa dernière offre reçue pourra être prise en compte. Dans le cas où des changements seraient apportés aux spécifications techniques ou aux autres documents de la consultation, celle-ci pourrait devenir irrégulière et donc être éliminée de la procédure.

## **Article 11 : analyse des candidatures et critères de jugement des offres**

### **11.1- Sélection des candidatures**

Il sera procédé à une analyse de la conformité des candidatures et des offres au regard du présent règlement de la consultation.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que les pièces de candidature mentionnées à l'article 10.1 du présent document sont manquantes ou incomplètes, il peut être décidé soit de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié, soit d'éliminer la candidature.

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la Commande Publique.

### **11.2- Recevabilité des offres**

Il sera vérifié que les offres qui n'ont pas été éliminées en application des articles R2144-1 à R2144-7 du Code de la commande publique sont régulières, acceptables et appropriées.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Pourra être considérée comme irrégulière une offre ne répondant pas précisément à l'ensemble des exigences des documents du marché.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle de répondre au besoin et aux exigences formulées dans les documents de la consultation.

### **11.3 Elimination des offres hors délai :**

En application de l'article R2151-4 du Code de la commande publique, **les offres hors délai sont éliminées.**

#### 11.4 L'offre anormalement basse :

Conformément à l'article R.2152-3 du Code de la commande publique, si l'entité adjudicatrice constate qu'une offre semble anormalement basse, il exigera du candidat des précisions et justifications sur le montant de son offre. Si après analyse des justifications apportées par le candidat, l'acheteur établit que l'offre est anormalement basse, celle-ci sera rejetée conformément aux dispositions de l'article L. 2152-6 du Code de la commande publique.

#### 11.5- Critère de jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera retenue. Le classement des offres sera établi sur la base de la note globale obtenue par chaque proposition.

Le jugement des offres sera effectué sur la base de deux critères suivants :

- Le prix, noté sur 60
- La qualité technique, notée sur 40

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100, la note de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat, la note de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Critères</i>	<i>Pondération sur 100</i>	<i>Jugement</i>
<b>Critère 1 : Prix des prestations</b>	<b>60 %</b>	Jugé au regard du détail estimatif fictif
<b>Critère 2 : Qualité de service apportée à illevia et aux bénéficiaires du contrat</b>	<b>40 %</b>	Jugé au regard du mémoire technique

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère 1 "prix des prestations" est la suivante :

**$$\frac{[(\text{Note maximale attribuée au critère}) \times (\text{montant de l'offre la plus basse hors offres anormalement basse})]}{\text{Montant de l'offre du candidat à noter}}$$**

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence.

L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## **Article 12 : Modalités d'attribution du marché**

Le candidat seul ou, en cas de groupement, chacun des opérateurs économiques membres du groupement auquel il est envisagé d'attribuer le marché, devra impérativement produire :

- Un justificatif d'immatriculation de moins de 3 mois, tel qu'un extrait K, K-bis ou D1 ;
- Une attestation de vigilance de moins de 6 mois (attestation URSSAF) ;
- Une attestation de régularité fiscale prouvant qu'il a satisfait à ses obligations de moins d'un mois ;
- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail s'il y a lieu ;
- La copie du ou des jugements prononcés lorsque le candidat est en redressement judiciaire

## **Article 13 : Traitement des données à caractère personnel**

L'entité adjudicatrice (responsable du traitement des données) et le titulaire (le sous-traitant du traitement des données au sens du RGPD et non de la loi de 1975) sont tenus au respect des règles européennes et françaises applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du contrat.

A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union Européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée (cf. Guide pratique RGPD et Guide du sous-traitant de la CNIL).

En cas de manquement par le titulaire à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le contrat pourra être résilié pour faute.

Le titulaire doit respecter les principes de proportionnalité, de minimalisation et des limitations des données personnelles, permettant que seules les données substantielles soient traitées.

## **Article 14 : Confidentialité**

Les informations mises à la disposition des candidats par illevia au cours de la consultation, quelles qu'en soient la nature ou la forme, ont un caractère confidentiel. Les candidats s'engagent à ne pas les divulguer, à ne pas les communiquer à des tiers, à ne pas les publier, ni à les rendre publiques de quelque manière que ce soit.

## **Article 15 : Juridiction compétente :**

L'entité en charge des procédures de recours liées à l'attribution du marché est également le service où il est possible d'obtenir des informations concernant la manière d'introduire ces recours ou de résoudre un litige.

### **Tribunal Administratif de Rennes**

Hôtel de Bizien 3, contour de la motte

CS44416

35 044 RENNES CEDEX

Téléphone : 02 23 21 28 28

Fax : 02 99 63 56 84